

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 916

[2003/200250]

**19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2491/2001 de la Commission du 19 décembre 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 de la Commission du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1038/2001 du Conseil du 22 mai 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2075/2000 de la Commission du 29 septembre 2000;

Vu le règlement (CE) n° 2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 327/2002 de la Commission du 21 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2461/1999 de la Commission du 19 novembre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 345/2002 de la Commission du 25 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil du 27 juillet 2000 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives au régime de soutien aux producteurs de certaines cultures pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999, n° 2316/1999 et n° 2461/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, au § 1<sup>er</sup>, point 2, le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les terres retirées de la production ne peuvent être utilisées pour aucune production agricole autre que celles visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001, ni faire l'objet d'une autre utilisation agricole ou lucrative qui serait incompatible avec une culture arable. »

**Art. 2.** A l'article 3 du même arrêté, au § 3, le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le produit de la fauche, du broyage ou de tout autre mode de destruction du couvert doit rester en place et ne peut jamais être utilisé pour la commercialisation ou à toute autre fin. Toutefois, le producteur peut éventuellement utiliser :

— pour les besoins propres de son exploitation, la repousse de la végétation après le 31 août;

— comme fourrage pour le bétail, le produit des jachères de légumineuses fourragères cultivées pour autant qu'il s'agisse d'une exploitation complètement consacrée à l'agriculture biologique. »

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, deuxième alinéa, les mots « le Bureau provincial de l'Administration de la gestion de la production agricole (DG3) » sont remplacés par « le service de proximité de l'Administration »;

2° au § 4, premier alinéa, les mots « l'Administration de la gestion de la production agricole (DG3) » sont remplacés par « l'Administration ».

**Art. 4.** A l'article 6 du même arrêté, au § 1<sup>er</sup>, point 4, les mots « la DG4 Service intervention et aides UE » sont remplacés par « la Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité, Direction de la Qualité des Produits animaux et végétaux, de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ».

**Art. 5.** A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier tiret, les mots « auprès des Bureaux provinciaux de l'Administration de la gestion de la production agricole (DG3) » sont remplacés par « auprès des services de proximité de l'Administration »;

2° au deuxième tiret, les mots « auprès du Bureau provincial » sont remplacés par « auprès du service de proximité de l'Administration »;

3° au quatrième tiret, les mots « de l'Administration précitée (DG3) » sont remplacés par « du service de proximité de l'Administration ».

**Art. 6.** A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, point a, les mots « l'Administration de la gestion de la production agricole (DG3) » sont remplacés par « l'Administration »;

2° au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, point b, les mots « Bureaux provinciaux » sont remplacés par « services de proximité de l'Administration »;

3° au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, point c, les mots « la DG3 » sont remplacés par « l'Administration »;

4° au § 2, les mots « auprès du Bureau provincial de l'Administration de la gestion de la production agricole (DG3) » sont remplacés par « auprès du service de proximité de l'Administration »;

5° au § 3, point a, les mots « au Bureau provincial de la DG3 » sont remplacés par « au service de proximité de l'Administration »;

6° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Après la date limite fixée pour l'introduction de la demande d'aide à la surface, des parcelles agricoles ne faisant pas partie de ladite demande initiale peuvent y être ajoutées et des modifications concernant l'utilisation ou le régime d'aide peuvent y être apportées pour autant que ces changements se fassent par écrit au service de proximité de l'Administration, au plus tard à la date prévue pour l'ensemencement et que les exigences voulues par les réglementations sectorielles applicables au régime d'aide concerné soient respectées. »

**Art. 7.** A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « du Ministère de l'Agriculture » sont remplacés par « de l'Administration »;

2° au § 3, deuxième alinéa, sixième tiret, les mots « du Bureau provincial » sont remplacés par « du service de proximité de l'Administration »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante:

« § 4. En cas de montant indûment versé, ce montant indu est majoré d'intérêts calculés au taux légal. Les intérêts courent de la notification au producteur de l'obligation de remboursement jusqu'à la date du remboursement ou de la déduction des sommes dues.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé au présent arrêté, dû au producteur. »

**Art. 8.** L'annexe III du même arrêté est remplacée par l'annexe I<sup>re</sup> au présent arrêté.

L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe II au présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de la campagne de commercialisation 2002/2003 (récolte 2002) à l'exception des articles 3, 4, 5, 6, 1° à 5°, 7, 1° et 2°, et 8, deuxième alinéa, qui produisent leurs effets au 16 octobre 2002.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## Annexe I

## Pesticides à usage agricole autorisés pour la jachère

<u>Conditions</u>	<u>Produits</u>	<u>Plantes et/ou organismes visés</u>	
1° Avant semis	GLYPHOSATE	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	GLYPHOSATE-TRIMESIUM	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	AMINES	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	DIQUAT	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	PARAQUAT	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	DIQUAT + PARAQUAT	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	DIURON + AMITROLE	Sur jachère, avec une période d'attente d'au moins 8 mois avant une culture subséquente	
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dicotylées et plantes buissonnantes	
	2° Avant la date du 31 mai	BENTAZONE	Dicotylées annuelles dans les graminées
CHLORPROPHAME		Graminées et dicotylées annuelles en trèfle	
ETHOFUMESATE		Certaines dicotylées (mouron) et certaines graminées (pâturin, vulpin, jouet du vent, repousses de céréales) dans le ray-grass	
FLUAZIFOP-P-BUTYL		Contre vulpin, panic, pied-de-coq, folle avoine, jouet du vent, repousses de céréales, chiendent et graminées vivaces dans le trèfle	
FLUROXYPYR		Dicotylées dans les graminées et dans les terres non cultivées	
FLUROXYPYR + CLOPYRALID + MCPA		Au printemps, dicotylées sur jachère (attention, détruit le trèfle)	
CYCLOXYDIM		Graminées annuelles et chiendent dans le trèfle	
2,4 D		Dicotylées dans les graminées	
MCPA		Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées	
2,4 D + MCPA		Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées	
MCPB		Dicotylées annuelles et vivaces dans le trèfle	
DIURON		Graminées et dicotylées annuelles dans le pâturin des prés (début octobre)	
PARAQUAT		Herbicide sélectif pendant le repos végétatif (novembre-février) dans le trèfle	
METABENZTHIAZURON		Pâturin dans les graminées (mi-septembre- mi octobre)	
3° En traitement localisé		CLOPYRALID + FLUROXYPYR + IOXYNIL	Au printemps ou à l'automne, dicotylées dans les graminées
		CLOPYRALID + MECOPROP (MCPP)	Dicotylées et chardons nuisibles dans les graminées
	DICAMBA	Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées	
	MECOPROP-P	Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées (attention, détruit le trèfle)	
	TRICLOPYR	Plantes ligneuses, prèles et dicotylées	
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dicotylées et plantes buissonnantes	
4° Pour limiter la croissance et la fructification du couvert	TRIMESIUM-GLYPHOSATE	Fétuques rouge et élevée, moutarde blanche, phacélie, ray-grass anglais, trèfles blanc, incarnat et violet, vesce commune	
	METSULFURON-METHYL	Moutarde blanche, navette fourragère, phacélie, trèfles blanc, d'Alexandrie, incarnat et violet, vesce commune, jachère spontanée	
	TRIBENURON-METHYL	Moutarde blanche, navette fourragère, phacélie	
	DICAMBA	Phacélie, trèfles blanc, de Perse et incarnat	
	<u>Stades d'application :</u> Fétuques rouge et élevée : du stade « montaison » au stade « gonflement » Moutarde blanche : du stade « boutons décollés-premiers pétales » au stade « quelques fleurs/pieds » Phacélie : du stade « boutons décollés/premiers pétales » au stade « premières fleurs » Radis fourragère : à partir du stade « pleine floraison » Ray-grass anglais, italien et hybride : du stade « montaison » au stade « gonflement » Trèfles blanc, de Perse, d'Alexandrie, violet, hybride, incarnat : du stade « début floraison » au stade « pleine floraison » Vesce commune : du stade « début floraison » au stade « premières gousses plates »		
5° Destruction du couvert en fin de jachère	GLYPHOSATE	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
	GLYPHOSATE-TRIMESIUM	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces	
6° Destruction des rongeurs dans les jachères pluriannuelles	CHLOROPHACINONE	Campagnols des champs	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

---

Annexe II

En fonction de la province ou partie de province dont fait partie la localité mentionnée en rubrique 1 du formulaire visé à l'article 8, § 2, de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001, la demande d'aides doit être introduite à l'une des adresses suivantes :

Brabant wallon : Direction des Services extérieurs, Bureau de Wavre,  
Complexe MANIFAGRI-Zoning nord,  
Avenue Solvay 5, 1300 WAVRE  
tél. 010-23 88 40 fax. 010-23 88 49

Hainaut : Direction des Services extérieurs, Bureau de Mons,  
Cité administrative de l'Etat - bloc 9  
Chemin de l'Inquiétude, 7000 MONS  
tél. 065-34 14 68 fax. 065-84 28 80

Liège (sauf les communes de Malmédy, Waimés et germanophones) :  
Direction des Services extérieurs, Bureau de Liège,  
Boulevard de la Sauvenière 73, 2<sup>e</sup> étage, 4000 LIEGE  
tél. 04-230 30 30 fax. 04-222 00 39

Les communes de Malmédy, Waimés et germanophones :  
Direction des Services extérieurs, Bureau de Malmédy,  
Avenue des Alliés 13, 4960 MALMEDY  
tél. 080-44 06 10 fax. 080-44 06 30

Luxembourg : Direction des Services extérieurs, Bureau de Marche  
Rue du Luxembourg 5, 6900 MARCHE-EN-FAMENNE  
tél. 084-32 74 50 fax. 084-32 74 80

Namur : Direction des Services extérieurs, Bureau de Ciney,  
Rue Edouard Dinot 30, 5590 CINEY  
tél. 083-23 07 40 fax. 083-22 04 05

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 916

[2003/200250]

**19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2491 der Kommission vom 19. Dezember 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1038/2001 des Rates vom 22. Mai 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2075/2000 der Kommission vom 29. September 2000;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999 der Kommission vom 22. Oktober 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 327/2002 der Kommission vom 21. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 der Kommission vom 19. November 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates in bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 345/2002 der Kommission vom 25. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs und -hanf;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen; In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Schlachtpremie für Rinder geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92, der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999, Nr. 2316/1999 und Nr. 2461/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen wird in § 1, Punkt 2 der erste Absatz durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die stillgelegten Flächen dürfen weder für irgendeine landwirtschaftliche Produktion genutzt werden, mit Ausnahme jener Produktionen, die in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 angeführt werden, noch dürfen sie Gegenstand einer sonstigen landwirtschaftlichen oder erwerblichen Verwendung sein, die mit einer Ackerbaukultur unvereinbar wäre.»

**Art. 2** - In Artikel 3, § 3 desselben Erlasses wird der zweite Absatz durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die beim Mähen, Hächseln oder bei jeglichen anderen zur Zerstörung der Pflanzendecke angewendeten Verfahren anfallenden Erzeugnisse haben auf dem Feld zu verbleiben und dürfen nicht vermarktet oder zu sonstigen Zwecken verwendet werden. Der Erzeuger hat jedoch die Möglichkeit:

- den Neuaufwuchs nach dem 31. August für den betriebsinternen Bedarf zu verwenden;
- das Erzeugnis der auf Brachen angebauten Futterleguminosen als Viehfutter zu verwenden, unter der Bedingung, dass es sich um einen Betrieb handelt, der ausschließlich biologische Landwirtschaft betreibt.»

**Art. 3** - Artikel 5 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut «das Provinzbüro der Verwaltung der landwirtschaftlichen Betriebsführung (DG3)» durch den Wortlaut «die lokale Dienststelle der Verwaltung» ersetzt.

2° in § 4 wird der Wortlaut «die Verwaltung der landwirtschaftlichen Betriebsführung» durch den Wortlaut «die Verwaltung» ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 6 desselben Erlasses wird unter § 1, Punkt 4 der Wortlaut «DG4 Dienst Interventionen und EU-Beihilfen» durch den Wortlaut «Abteilung Forschung, Entwicklung und Qualität - Direktion der Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 7 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° nach dem ersten Gedankenstrich wird der Wortlaut «das Provinzbüro der Verwaltung der landwirtschaftlichen Betriebsführung (DG3)» durch den Wortlaut «die lokale Dienststelle der Verwaltung» ersetzt;

2° nach dem zweiten Gedankenstrich wird der Wortlaut «bei dem Provinzbüro» durch den Wortlaut «bei der lokalen Dienststelle der Verwaltung» ersetzt;

3° nach dem vierten Gedankenstrich wird der Wortlaut «der vorerwähnten Verwaltung (DG3)» durch den Wortlaut «der lokalen Dienststelle der Verwaltung» ersetzt.»

**Art. 6** - Artikel 8 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1, Absatz 2, Punkt a wird der Wortlaut «die Verwaltung der landwirtschaftlichen Betriebsführung (DG3)» durch den Wortlaut «die Verwaltung» ersetzt;

2° in § 1, Absatz 2, Punkt b wird der Wortlaut «Provinzbüros» durch den Wortlaut «lokale Dienststellen der Verwaltung» ersetzt;

3° in § 1, Absatz 2, Punkt c wird der Wortlaut «die DG3» durch den Wortlaut «die Verwaltung» ersetzt;

4° in § 2 wird der Wortlaut «bei dem Provinzbüro der Verwaltung der landwirtschaftlichen Betriebsführung (DG3)» durch den Wortlaut «bei der lokalen Dienststelle der Verwaltung» ersetzt;

5° in § 3, Punkt a wird der Wortlaut «beim Provinzbüro der DG3» durch den Wortlaut «bei der lokalen Dienststelle der Verwaltung» ersetzt;

6° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§4. Nach dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten äußerstem Datum können landwirtschaftlich genutzte Parzellen, die ursprünglich nicht in dem vorerwähnten Antrag angeführt wurden, hinzugefügt werden und Abänderungen bezüglich der Nutzung oder der Beihilferegelung können vorgenommen werden, unter der Bedingung, dass diese Änderungen der lokalen Dienststelle der Verwaltung schriftlich mitgeteilt werden und zwar spätestens an dem für die Einsaat festgelegten Datum, und dass die auf die Beihilferegelung anwendbaren sektorenbezogenen Regelungen beachtet werden.»

**Art. 7** - Artikel 10 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1 wird der Wortlaut «des Ministeriums der Landwirtschaft» durch den Wortlaut «der Verwaltung» ersetzt;

2° in § 3, Absatz 2, sechster Gedankenstrich wird der Wortlaut «des Provinzbüros» durch den Wortlaut «der lokalen Dienststelle der Verwaltung» ersetzt;

3° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§4. Wurde ein ungeschuldeter Betrag gezahlt, wird dieser ungeschuldete Betrag um Zinsen zum gesetzlichen Zinssatz erhöht. Die Zinsen laufen ab dem Tag, an dem der Erzeuger über seine Rückerstattungspflicht informiert wurde, bis zum Tag der Rückerstattung oder der Verrechnung der geschuldeten Beträge.

Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen. »

**Art. 8** - Die Anlage III desselben Erlasses wird durch die Anlage I des vorliegenden Erlasses ersetzt. Die Anlage IV desselben Erlasses wird durch die Anlage II des vorliegenden Erlasses ersetzt.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass wird ab dem Wirtschaftsjahr 2002/2003 (Ernte 2002) wirksam, mit Ausnahme der Artikel 3, 4, 5, 6, 1° bis 5°, 7, 1° und 2° und 8, Absatz 2, die am 16. Oktober 2002 wirksam werden.

**Art. 10** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

## ANLAGE I

Pestizide für den landwirtschaftlichen Gebrauch, die auf Brachland erlaubt sind

<u>Bedingungen</u>	<u>Erzeugnisse</u>	<u>Zielpflanzen und/oder -organismen</u>	
1° Vor der Aussaat	GLYPHOSAT	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	GLYPHOSAT-TRIMESIUM	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	AMINE	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	DIQUAT	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	PARAQUAT	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	DIQUAT + PARAQUAT	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	DIURON + AMITROL	Auf Brachland, mit einer Wartezeit von wenigstens 8 Monaten vor einer weiteren Kultur	
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dikotyle und Gebüschpflanzen	
	2° Vor dem 31. Mai	BENTAZON	Einjährige Dikotyle in Gräsern
CHLORPROPHAM		Einjährige Gräser und Dikotyle in Klee	
ETHOFUMESAT		Bestimmte Dikotyle (Vogelmiere) und bestimmte Gräser (Rispengras, Fuchsschwanzgras, gemeiner Windhalm, Getreidenachtrieb) im Weidelgras	
FLUAZIFOP-P-BUTYL		Gegen Fuchsschwanzgras, ?panic?, Hühnerhirse, Flughafer, gemeiner Windhalm, Getreidenachtrieb, Quecke und ausdauernde Gräser in Klee	
FLUROXYPYR		Dikotyle in Gräsern und auf nicht angebautem Land	
FLUROXYPYR + CLOPYRALID + MCPA		Im Frühling, Dikotyle auf Brachland (Vorsicht, vernichtet Klee)	
CYCLOXYDIM		Einjährige Gräser und Quecke in Klee	
2,4 D		Dikotyle in Gräsern	
MCPA		Einjährige und ausdauernde Dikotyle in Gräsern	
2,4 D + MCPA		Einjährige und ausdauernde Dikotyle in Gräsern	
MCPB		Einjährige und ausdauernde Dikotyle in Klee	
DIURON		Einjährige Gräser und Dikotyle in Rispengras (Anfang Oktober)	
PARAQUAT		Selektives Unkrautvertilgungsmittel während der Winterperiode (November-Februar) in Klee	
METABENZTHIAZURON		Rispengras in Gräsern (Mitte Dezember bis Mitte Oktober)	
3° In lokaler Anwendung		CLOPYRALID + FLUROXYPYR + IOXYNIL	Im Frühling oder Herbst, Dikotyle in Gräsern
		CLOPYRALID + MECOPROP (MCP)	Dikotyle und schädliche Disteln in Gräsern
		DICAMBA	Einjährige und ausdauernde Dikotyle in Gräsern
	MECOPROP-P	Einjährige und ausdauernde Dikotyle in Gräsern (Vorsicht, vernichtet Klee)	
	TRICLOPYR	Holzpflanzen, Schachtelhalm und Dikotyle	
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dikotyle und Gebüschpflanzen	
4° Um das Wachstum und die Fruchtbildung der Pflanzendecke zu begrenzen	TRIMESIUM-GLYPHOSATE	Rotschwengel und Rohrschwengel, Weißer Senf, Phazalie, deutsches Weidelgras Weißklee, Inkarnat-Klee und Rot-Klee, Wicke	
	METSULFURON-METHYL	Weißer Senf, Grünrübren, Phazalie Weißklee, Alexandrinerklee, Inkarnat-Klee und Rot-Klee Wicke, wildes Brachland	
	TRIBENURON-METHYL	Weißer Senf, Grünrübren, Phazalie	
	DICAMBA	Phazalie, Weißklee, Persischer Klee und Inkarnat-Klee	
	<u>Anwendungsstadien :</u> Rotschwengel und Rohrschwengel: vom «Schossen» bis zum «Schwellen» Weißer Senf: vom Stadium «Knospen/erste Blütenblätter» bis zum Stadium «einige Blumen/Stiele» Phazalie: vom Stadium «Knospen/erste Blütenblätter» bis zum Stadium «erste Blüten» Rettich: ab dem Stadium «volle Blüte» Deutsches, Welsches und Bastardweidelgras: vom «Schossen» bis zum «Schwellen» Weißklee, Persischer Klee, Alexandriner Klee, Rot-Klee, Hybridklee, Inkarnat-Klee: vom Stadium «Beginn der Blüte» bis zum Stadium «volle Blüte» Wicke: vom Stadium «Beginn der Blüte» bis zum Stadium «erste flache Hülsen»		
5° Vernichtung der Pflanzendecke nach der Brache	GLYPHOSAT	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
	GLYPHOSAT-TRIMESIUM	Einjährige und ausdauernde Gräser und Dikotyle	
6° Vernichtung der Nager in den mehrjährigen Brachen	CHLOROFACINON	Feldmaus	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.  
Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

---

#### Anlage II

Je nachdem, welcher Provinz oder welchem Teil einer Provinz die unter Rubrik 1 des in Artikel 8, § 2 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 erwähnten Formulars angeführte Ortschaft angehört, ist der Beihilfeantrag an eine der nachfolgenden Anschriften zu richten:

Brabant wallon: Direction des Services extérieurs, Bureau de Wavre,  
Complexe MANIFAGRI-Zoning nord,  
Avenue Solvay 5, 1300 WAVRE  
tél. 010-23 88 40 fax. 010-23 88 49

Hainaut: Direction des Services extérieurs, Bureau de Mons,  
Cité administrative de l'Etat - bloc 9  
Chemin de l'Inquiétude, 7000 MONS.  
tél. 065-34 14 68 fax. 065-84 28 80

Liège (sauf les communes de Malmedy, Waimes et germanophones) :  
Direction des Services extérieurs, Bureau de Liège,  
Boulevard de la Sauvenière 73, 2<sup>e</sup> étage, 4000 LIEGE  
tél. 04-230 30 30 fax. 04-222 00 39

Die gemeinden Malmedy, Weismes und die deutschsprachigen Gemeinden :  
Direktion der Außendienste, Büro Malmedy,  
Avenue des Alliés 13, 4960 MALMEDY  
Tel. 080-44 06 10 Fax. 080-44 06 30

Luxembourg : Direction des Services extérieurs, Bureau de Marche  
Rue du Luxembourg 5, 6900 MARCHE-EN-FAMENNE  
tél. 084-32 74 50 fax. 084-32 74 80

Namur : Direction des Services extérieurs, Bureau de Ciney,  
Rue Edouard Dinot 30, 5590 CINEY  
tél. 083-23 07 40 fax. 083-22 04 05

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.  
Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 916

[2003/200250]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, met name artikel 3, § 1, 1°, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2491/2001 van de Commissie van 19 december 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 1038/2001 van de Raad van 22 mei 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2345/2001 van 30 november 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en afschaffing van een aantal verordeningen;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1750/1999 van de Europese Commissie van 23 juli 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2075/2000 van de Commissie van 29 september 2000;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2316/1999 van de Commissie van 22 oktober 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 327/2002 van de Commissie van 21 februari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2461/1999 van de Commissie van 19 november 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 345/2002 van de Commissie van 25 februari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad van 27 juli 2000 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvlas en -hennep voor de vezelproductie;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden voor een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en de verordeningen (EG) nr. 1254/1999, nr. 2316/1999 en nr. 2461/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichten opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen wordt in § 1, punt 2, het eerste lid vervangen door volgende bepaling :

« De uit productie genomen oppervlakten mogen niet worden gebruikt voor andere landbouwproducties dan bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 19 december 2001, en ook niet voor een ander landbouw- of winstgevend doel dat onverenigbaar is met de akkerbouw. »

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt in § 3 het tweede lid vervangen door volgende bepaling :

« Gemaaide, fijn gemalen en op elke andere wijze vernietigde bodembedekkende gewassen moeten ter plaatse blijven liggen en mogen nooit worden gebruikt voor verkoop- of andere doeleinden. De producent kan evenwel in voorkomend geval gebruiken :

— voor eigen behoeften op zijn bedrijf, de hergroei na 31 augustus;

— als veevoerders, de opbrengst van op braakland ingezaaide veevoederleguminosen, voorzover het bedrijf volledig aan de biologische landbouw gewijd is. »

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, tweede lid, worden de woorden « het provinciaal bureau van het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer (DG 3) » vervangen door « de buurtdienst van het Bestuur »;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden « het provinciaal bureau van het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer (DG 3) » vervangen door « het Bestuur ».

**Art. 4.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden in § 1, punt 4, de woorden « DG4 Dienst EU-interventie en Steun » vervangen door de woorden « de Afdeling Onderzoek, Ontwikkeling en Kwaliteit, Directie Kwaliteit Plantaardige en Dierlijke Producten, van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen.

**Art. 5.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste streepje worden de woorden « door de provinciale bureaus van het Bestuur voor Landbouwproductiebeheer (DG 3) » vervangen door de woorden « door de buurtdiensten van het Bestuur »;

2° in het tweede streepje worden de woorden « door het provinciale bureau » vervangen door de woorden « door de buurtdienst van het Bestuur »;

3° in het vierde streepje worden de woorden « van het bovenvernoemde Bestuur (DG 3) » vervangen door de woorden « van de buurtdienst van het Bestuur ».

**Art. 6.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, punt *a*, worden de woorden « het Bestuur voor Landbouwproductiebeheer (DG 3) » vervangen door de woorden « het Bestuur »;

2° in § 1, tweede lid, punt *b*, worden de woorden « provinciale bureaus » vervangen door de woorden « buurtdiensten van het Bestuur »;

3° in § 1, tweede lid, punt *c*, worden de woorden « DG 3 » vervangen door de woorden « het Bestuur »;

4° in § 2 worden de woorden « bij het provinciaal bureau van het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer (DG 3) » vervangen door de woorden « bij de buurtdienst van het Bestuur »;

5° in § 3, punt *a*, worden de woorden « op het provinciaal bureau van DG 3 » vervangen door de woorden « bij de buurtdienst van het Bestuur »;

6° § 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 4. Na de uiterste datum die is vastgesteld voor de indiening van de steunaanvraag voor de oppervlakte mogen landbouwpercelen die niet in de oorspronkelijke aanvraag opgenomen waren en wijzigingen met betrekking tot het gebruik of de steunregeling erin aangebracht worden voorzover die veranderingen schriftelijk gemeld worden aan de buurtdienst van het Bestuur, uiterlijk op de datum bepaald voor het inzaaien en voorzover de vereisten geldend in de sectorale regelgevingen die op de betrokken steunregeling van toepassing zijn, nageleefd worden. »

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van het Ministerie van Landbouw » vervangen door de woorden « van het Bestuur »;

2° in § 3, tweede lid, zesde streepje, worden de woorden « van het provinciale bureau » vervangen door de woorden « van de buurtdienst van het Bestuur »;

3° § 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 4. Indien het bedrag onverschuldigd gestort wordt, wordt dat onverschuldigde bedrag vermeerderd met interesten die berekend worden volgens de wettelijke rentevoet. De interesten lopen vanaf de kennisgeving aan de producent van de verplichting tot terugbetaling tot en met de datum van terugbetaling of van aftrek van de verschuldigde sommen.

Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur, indien er een onverschuldigd bedrag gestort is of indien er een bijkomende inhouding verricht wordt, een compensatie verrichten met elk steunbedrag bedoeld in dit besluit dat aan de producent verschuldigd is. »

**Art. 8.** Bijlage III bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit. Bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf het verkoopseizoen 2002/2003 (oogst 2002), met uitzondering van de artikelen 3, 4, 5, 6, 1° tot en met 5°, 7, 1° en 2°, en 8, tweede lid, die uitwerking hebben vanaf 16 oktober 2002.

**Art. 10.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## Bijlage I

## Pesticiden voor landbouwgebruik, toegelaten op braakliggende gronden

Voorwaarden	Producten	Planten en/of organismen waarop ze gericht zijn
1° Voor het inzaaien	GLYPHOSATE	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	GLYPHOSATE-TRIMESIUM	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	AMINES	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	DIQUAT	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	PARAQUAT	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	DIQUAT + PARAQUAT	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	DIURON + AMITROLE	Op braakliggende gronden, met wachtperiode van minstens acht maanden voor navolgende gewassen
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dicotylen en struikvormige gewassen
	2° Na 31 mei	BENTAZONE
CHLORPROPHAME		Jaarlijkse graminea en dicotylen in klaver
ETHOFUMESATE		Bepaalde dicotylen (guichelkruid) en bepaalde graminea (beemdgras, vossenstaart, apera spica-venti, nagroeiende graangewassen) in het raaigras
FLUAZIFOP-P-BUTYL		Tegen vossenstaart, gierst, hanenpoot, wilde haver, apera spica-venti, nagroeiende graangewassen, kweekgras en vaste graminea in klaver
FLUROXYPYR		Dicotylen in graminea en in braakland
FLUROXYPYR + CLOPYRALID + MCPA		In de lente, dicotylen op braakliggende gronden (opgelet, vernietigt klaver)
CYCLOXYDIM		Jaarlijkse graminea en kweekgras in klaver
2,4 D		Dicotylen in graminea
MCPA		Jaarlijkse en vaste dicotylen in graminea
2,4 D +MCPA		Jaarlijkse en vaste dicotylen in graminea
MCPB		Jaarlijkse en vaste dicotylen in klaver
DIURON		Jaarlijkse graminea en dicotylen in beemdgras (begin oktober)
PARAQUAT		Selectief onkruidverdelgingsmiddel tijdens rustperiode (november-februari) in klaver
METABENZTHIAZURON		Beemdgras in graminea (half september half oktober)
3° Als plaatselijke behandeling		CLOPYRALID + FLUROXYPYR + IOXYNIL
	CLOPYRALID +MECOPROP (MCP)	Dicotylen en schadelijke distels in graminea
	DICAMBA	Jaarlijkse en vaste dicotylen in graminea
	MECOPROP-P	Jaarlijkse en vaste dicotylen in graminea (opgelet, vernietigt klaver)
	TRICLOPYR	Houtgewassen, paardenstaarten en dicotylen
4° Om de groei en de fructificatie van de bodembedekker te beperken	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dicotylen en struikvormige gewassen
	TRIMESIUM-GLYPHOSATE	Rood en hoog zwenkgras, witte mosterdplant, phacélie, raygrass anglaistréfls blanc, incarnat et violet, vesce commune
	METSULFURON-METHYL	Witte mosterdplant, voederraapzaad, phaceliawitte, Alexandrië-, rode en purperen klaverwikke, braakland
	TRIBENURON-METHYL	Witte mosterdplant, voederraapzaad, phacelia
	DICAMBA	Phacelia, witte, Perzische en rode klaver
5° Vernietiging bodembedekker en braakland	Toepassingsstadia :Rood en hoog zwenkgras: van zaadschieting tot opzwellingsstadia Witte mosterd: van bloemknop en bloembladen tot enkele bloemen/stengels Phacelia: van bloemknop en bloembladen tot eerste bloemen Voederradijs: vanaf volle bloei Engels, Italiaans en gemengd raaigras: van zaadschieting tot opzwellingsstadia Witte, Alexandrië-, rode en purperen, paarse en gemengde klaver: vanaf begin van bloei tot volle bloei Wikke : vanaf begin van de bloei tot eerste platte peulen	
	GLYPHOSATE	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	GLYPHOSATE-TRIMESIUM	Jaarlijkse en vaste graminea en dicotylen
	CHLOROPHACINONE	Veldmuizen
6° Vernietiging knaagdieren in meerjaarlijkse braakland		

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 november 2002 tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

---

Bijlage II

Naargelang van de provincie of het deel ervan waarin de plaats vermeld in rubriek 1 van het formulier bedoeld in artikel 8, § 2, van het ministerieel besluit van 20 december 2001 ligt, dient de steunaanvraag gericht te worden aan één der volgende diensten :

Waals-Brabant : Direction des Services extérieurs, Bureau de Wavre,  
Complexe MANIFAGRI-Zoning nord,  
Avenue Solvay 5, 1300 WAYER  
tel. 010-23 88 40 fax. 010-23 88 49

Henegouwen : Direction des Services extérieurs, Bureau de Mons,  
Cité administrative de l'Etat - bloc 9  
Chemin de l'Inquiétude, 7000 BERGEN.  
tel. 065-34 14 68 fax. 065-84 28 80

Luik (behalve de gemeenten Malmedy, Waimès en Duitstalige gemeenten) :  
Direction des Services extérieurs, Bureau de Liège,  
Boulevard de la Sauvenière 73, 2<sup>e</sup> étage, 4000 LUIK  
tel. 04-230 0 30 fax. 04-222 00 39

De gemeenten Malmedy, Waimès en Duitstalige gemeenten :  
Direction des Services extérieurs, Bureau de Malmedy,  
Avenue des Alliés 13, 4960 MALMEDY  
tel. 080-44 06 10 fax. 080-44 06 30

Luxemburg : Direction des Services extérieurs, Bureau de Marche  
Rue du Luxembourg 5, 6900 MARCHE-EN-FAMENNE  
tel. 084-32 74 50 fax. 084-32 74 80

Namen: Direction des Services extérieurs, Bureau de Ciney,  
Rue Edouard Dinot 30, 5590 CINEY  
tel. 083-23 07 40 fax. 083-22 04 05

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 november 2002 tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART